

UNE SEULE SOLUTION, LA POPULATION ?

Michel Husson* *

Alternatives Economiques, hors-série « Le développement durable », 1^{er} trimestre 2005

Avec 6 milliards d'humains, et bientôt 9 ou 10 contre seulement 1,6 il y a cent ans, la question de la population mondiale « soutenable » tient fréquemment une place centrale dans les débats autour du développement durable. Certains discours suggèrent que toute solution aux défis environnementaux passe par un recul drastique et rapide de cette population. Il n'existe cependant aucun moyen de réaliser une telle évolution dans un contexte démocratique et respectueux des droits humains. De plus, la question démographique entretient en réalité des rapports bien plus complexes qu'on ne le dit souvent avec les préoccupations écologiques.

Des relations complexes

Depuis les écrits de Thomas Malthus à la fin du 18^{ème} siècle, la question de l'alimentation constituait traditionnellement le problème majeur qui fait le lien entre population et environnement : l'accroissement de la population n'est pas soutenable parce que l'environnement ne permettra pas de nourrir ces humains supplémentaires. Jusqu'à maintenant, les prévisions catastrophistes ont cependant constamment été démenties : avec les progrès réalisés en matière de productivité agricole la production a suivi l'essor fantastique qu'a connu la population mondiale. Si une partie significative de l'humanité ne mange toujours pas à sa faim, c'est bien davantage lié aux désordres politiques et sociaux dans les régions ravagées par les famines que du fait de capacités de production insuffisantes.

Il n'est pas sûr cependant que cette situation perdure : l'érosion des sols s'accélère, l'usage excessif des ressources en eau douce à des fins agricoles épuise les nappes phréatiques, l'épandage massif des pesticides et autres fertilisants engendre des effets secondaires si négatifs qu'il va bien falloir limiter sévèrement leur usage, le besoin de développer les énergies renouvelables en substitution au pétrole risque d'amener une concurrence croissante entre usages alimentaires et énergétiques des terres agricoles... Pour que Malthus ne finisse par avoir raison, il faut engager une politique de stabilisation de l'agriculture traditionnelle grâce à plusieurs dispositifs économiques (prix de garantie, protection à l'égard de l'hyperconcurrence de l'agro-business, crédit, infrastructures) et « innovations douces » (nouveaux modes d'irrigation et de protection des végétaux, cultures hors sol, réduction des régimes alimentaires industriels trop riches en protéines animales, etc.).

Les limites de l'anti-productivisme

Mais aujourd'hui un autre problème central a souvent pris le pas sur la question de l'alimentation dans les débats sur le lien entre population et environnement : le changement climatique et la question des émissions de gaz à effet de serre. Si la croissance démographique des pays du Sud s'accompagne d'une augmentation parallèle de leur consommation d'énergie fossile, la planète court à la catastrophe. D'ici à 2050, la population mondiale va donc passer de 6 à 9 milliards d'individus, et cet accroissement se situera à peu près exclusivement dans les pays du Sud. Il suffirait que les pays du Sud portent leur consommation d'énergie par tête aux environs de 20 % de ce qu'elle est aujourd'hui au Nord, pour faire augmenter la consommation mondiale de 40 %, en raison de la progression de leur population.

* Chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires).

La généralisation du modèle occidental actuel à l'ensemble de la planète n'est donc pas soutenable. Doit-on de ce fait chercher à empêcher ou à freiner le développement économique du Sud ? Outre le caractère moralement insoutenable d'une telle approche, elle serait de plus inefficace du fait de ses retombées démographiques. Il existe en effet un lien très étroit entre le taux de fécondité et le niveau de développement. Cette liaison est déjà marquée si on considère le produit intérieur brut (PIB) par tête, un indicateur relativement fruste en la matière. Mais elle l'est encore plus si l'on raisonne à partir de l'indice de développement humain (IDH) élaboré par le PNUD (voir graphique).

ZOOM

Peut-on freiner la croissance démographique ?

La vive croissance de la population mondiale intervenue depuis deux cent ans a incontestablement joué un rôle important dans les déséquilibres environnementaux. Mais cette population est en voie de stabilisation. Et il n'existe guère de moyens compatibles avec une approche démocratique et humaniste pour accélérer ce mouvement. La croissance de la population mondiale était de 2 % par an au milieu des années soixante, elle n'est plus aujourd'hui que de 1,25 %. Elle devrait devenir à peu près nulle, voire négative dans la deuxième moitié du XXIème siècle. Le taux de fécondité, autrement dit le nombre moyen d'enfants par femme, baisse lui aussi : de cinq au début des années cinquante, il est passé à 2,7 aujourd'hui et devrait se stabiliser autour de deux au milieu de ce siècle. Ces prévisions sont celles du scénario moyen de l'ONU qui, par le passé, a toujours eu tendance à sous-estimer le ralentissement de la population mondiale.

La natalité dépend de deux paramètres : du taux de fécondité bien sûr, mais aussi de la proportion de femmes en âge d'avoir des enfants. La baisse du taux de fécondité ne conduit pas immédiatement à un ralentissement de même ampleur de la croissance de la population : dans un premier temps chaque femme a moins d'enfants, mais la proportion de femmes en âge de procréer continue de s'élever. Ce n'est qu'avec un décalage dans le temps que cette proportion va baisser à la suite du vieillissement de la population engendré lui-même par une moindre fécondité. Selon la projection moyenne de l'ONU, la population mondiale devrait ainsi se stabiliser au milieu du siècle aux environs de neuf milliards de personnes, puis décroître ensuite.

Cette inertie de la natalité fait qu'on ne peut aller beaucoup plus vite sans avoir recours à des méthodes frisant la barbarie, comme la règle de l'enfant unique en Chine. Un exemple qui montre d'ailleurs, au-delà même de son caractère autoritaire, les limites d'une telle orientation : beaucoup de naissances ne sont pas déclarées et l'on assiste en outre à un sinistre déséquilibre des naissances au détriment des filles. Par ailleurs les politiques susceptibles d'infléchir significativement la lente évolution de la structure par âge ne pourraient passer que par des campagnes de stérilisation de masse forcées des femmes en âge d'avoir des enfants. Il n'y a donc pas d'alternative acceptable d'un point de vue simplement humaniste, et les néomalthusiens n'en proposent aucune.

L'effet du développement sur la fécondité passe par des facteurs d'ordre qualitatif, comme l'éducation des femmes, l'âge moyen au mariage, le taux d'urbanisation, etc. En sens inverse, les seuls pays qui ne sont pas engagés dans la transition démographique, où la fécondité reste très élevée, sont les pays les plus pauvres (à l'exception tragique de ceux frappés par le sida). Toute tentative de freiner le développement économique et social des pays du Sud au nom de l'écologie aurait donc pour effet de maintenir leur fécondité à un niveau élevé, accompagnée souvent de désastres écologiques (recours intensif au charbon, destruction de forêts, etc.). Et donc d'aggraver les problèmes environnementaux liés à l'accroissement de la population.

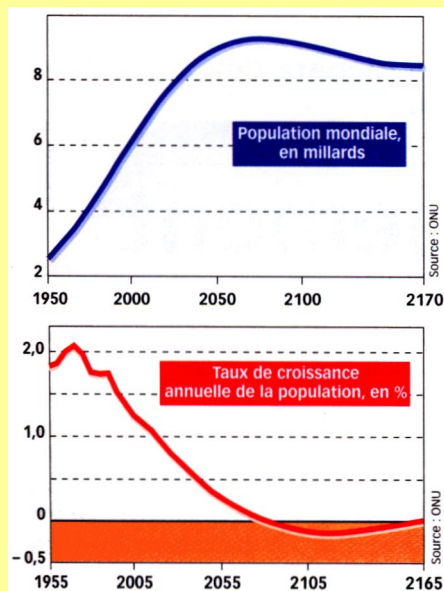
Le développement est bien le moyen le plus efficace (et le plus acceptable socialement) de stabiliser la population. Mais il implique effectivement une progression des consommations énergétiques : il faut de l'énergie pour construire, chauffer et éclairer des logements décents, des hôpitaux ou des écoles, ou pour assurer l'approvisionnement en eau potable, fabriquer des médicaments et des vêtements.

La voie étroite

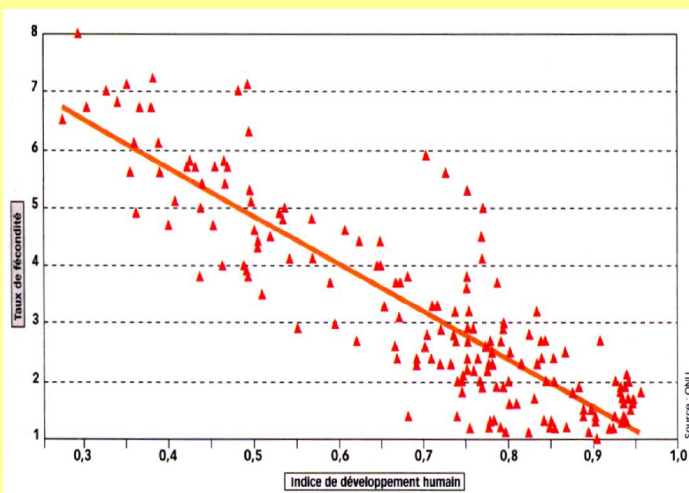
Pour sortir par le haut de ce dilemme, il faut renverser la perspective et adopter une logique d'hospitalité ; il faut se demander comment accueillir au mieux la population supplémentaire que l'on peut raisonnablement anticiper. La voie est étroite, et elle l'est encore plus en raison de la marchandisation du monde.

On peut cependant en esquisser les grands axes. Au Nord, la priorité à la réduction du temps de travail dans l'affectation des gains de productivité conduirait à une croissance non productiviste où le temps libre et le développement des activités sociales deviendraient l'étalon du bien-être et la vraie mesure de la richesse. Au Sud, l'amélioration des conditions de vie, combinée à une revalorisation du statut des femmes, conduirait à un approfondissement de la transition démographique. Tandis que des transferts technologiques massifs des pays du Nord vers ceux du Sud leur permettraient enfin d'accéder directement à des formes d'énergie moins polluantes.

La stabilisation de la population mondiale



C'est le développement qui permet le ralentissement démographique Taux de fécondité et indice de développement humain



POUR EN SAVOIR PLUS :

- ✓ [Six milliards sur la planète : sommes-nous trop ?](#), par Michel Husson, éd. Textuel, 2000.
- ✓ « [How Will Démographie Change Affect the Global Economy?](#) », FMI, septembre 2004.
- ✓ « [Global Démographie Change : Economie Impacts and Policy Challenges](#) » un colloque de la Réserve fédérale de Kansas City.